



« S'investir dans une école, c'est de la participation citoyenne »

JEAN-FRANÇOIS LAUWENS

Depuis toujours, les écoles catholiques s'appuient sur le bénévolat : c'est une partie de leur ADN et un gage de leur indépendance. Dans une société du repli sur soi et de la pandémie, il est toujours plus difficile de trouver des candidats. Alors, que ce soit par jour, par semaine, par mois ou par an, toute heure donnée à votre école est un cadeau appréciable... et apprécié.

Selon une étude publiée en 2017 par l'association Action Vivre Ensemble, on évalue à 1,7 million le nombre de Belges qui, d'une façon ou d'une autre, font du bénévolat. « D'une façon ou d'une autre » car le bénévolat peut évidemment se décliner de dizaines de façons, de la buvette d'un club sportif à la distribution de repas à des SDF, de l'encadrement en hôpital à la bibliothèque du village. Un Belge sur 8, dit la Mutualité chrétienne en 2019, pratiquerait même ce bénévolat au moins 4 heures par semaine. Pour Bernard Rimé, professeur de psychologie à l'UCLouvain, ce type d'investissement a des impacts positifs sur la santé et le bien-être en termes de « confiance en soi, estime de soi, soutien social, empathie, épanouissement, intégration dans la société, sens de l'existence. »

Luc Schollen, conseiller au service PO (Pouvoirs organisateurs) du SeGEC, précise : « Les gens s'engagent dans une activité quand cet engagement revêt un sens à leurs yeux. Ils le font quand on a besoin d'eux. Cela repose sur des valeurs comme la solidarité, la sollicitude, la durabilité. On est aussi clairement dans une logique de citoyenneté participative. » Des valeurs que la société a redécouvertes et réinterrogées ces derniers mois en raison des implications les plus multiples de la crise sanitaire sur nos vies quotidiennes.

Mais ces chiffres datent d'avant le Covid. Et l'école n'échappe pas au phénomène. Avec la réduction à quasi-néant des activités sociales durant des mois, le nombre de bénévoles actifs dans les établissements scolaires a drastiquement chuté. Et ce alors que nombre d'écoles éprouvent les pires difficultés à boucler la liste invraisemblable de leurs tâches.

Une heure ou bien plus

Le recours aux bonnes volontés, le bénévolat, l'engagement, la solidarité, tout cela fait partie de l'identité de l'école chrétienne. Son tissu associatif est à la fois sa plus grande richesse humaine et sa fragilité. Car, au contraire des réseaux officiels, l'enseignement catholique, bien qu'il scolarise un jeune sur deux en Belgique francophone, ne bénéficie pas de personnel extra-scolaire rémunéré. Ni pour encadrer les enfants lors de garderies, récréations et sorties, ni pour entretenir les bâtiments, ni encore pour effectuer des travaux et tant d'autres choses nécessaires au bon fonctionnement des écoles.

Aussi, depuis toujours, le réseau libre s'appuie-t-il sur tous ceux qui, dans le cadre de l'école (profs, parents, élèves, anciens...) ou dans son entourage plus éloigné, se sentent « liés » de quelque façon que ce soit au sort de cette école. L'été dernier, les terribles inondations ont au moins eu ceci de positif qu'elles ont démontré l'attachement d'anciens élèves, d'ex-parents et de profs retraités à l'école de leur cœur. On ne compte pas ceux qui sont venus nettoyer et réparer les dégâts.

Mise en place par le SeGEC et mise à disposition des PO, l'opération « Une heure pour mon école » est dans les starting-blocks. Elle est plus que jamais nécessaire. Son idée est simple : que ce soit pour une tâche ponctuelle ou récurrente, pour une heure par jour, par semaine, par mois, par an, que ce soit dans les instances d'une école ou au plus près du quotidien, chacun est le bienvenu. Du parent d'élève qui vient donner un coup de main pour repeindre un mur à l'ancienne institutrice qui continue à accompagner le professeur de gymnastique à la piscine pour apprendre aux enfants à nager en passant par le patron de PME qui trouve encore le temps de s'engager comme administrateur au sein du PO, il n'est pas d'aide négligeable pour nos écoles. « Une heure pour mon école » est une opération globale, qui entend aider les écoles à faire connaître leurs besoins, et les bonnes volontés à se faire connaître. Avec pour finalité d'aider les uns et les autres à se rencontrer. ■

Pourquoi s'engager ?

Lors des travaux réalisés avec l'ASBL Agir pour l'Enseignement pendant l'année scolaire 2020-2021, le Service PO du SeGEC a eu l'occasion de rencontrer quelque 120 de ces bénévoles. Ils ont expliqué pourquoi ils s'engageaient dans une école.

- **S'engager pour transmettre des valeurs auxquelles on croit** : le projet de notre réseau, redéfini récemment dans le document *Mission de l'école chrétienne*, plaçant **la personne de l'élève au centre** de l'action d'éduquer, faisant la part belle au **vivre ensemble, de manière solidaire**, avec justice et respect, et le mode d'organisation du réseau lui-même, reposant sur un engagement bénévole librement consenti « au service des autres » reste pour ceux qui s'y engagent (et sans doute pour les parents qui nous confient leurs enfants) **un projet porteur de sens**. L'école catholique constitue une communauté de vie dans laquelle de multiples acteurs s'associent de manière à faire vivre ce projet éducatif.
- **S'engager pour la communauté et pour un enseignement de qualité** : quel que soit le mode d'engagement choisi et le temps que l'on y consacre, le déclencheur de l'engagement est souvent l'envie de « **rendre un peu de ce qu'on a reçu** » (comme élève, parent, enseignant, directeur) en mettant son temps, ses compétences et son expérience professionnelle au **service du bien commun** et en participant à **un projet d'avenir au service de la jeunesse**. Au-delà de cet engagement social, il s'agit également d'un véritable **investissement humain**, qui a un impact direct et concret au niveau de la communauté locale.
- **Se développer au niveau personnel et professionnel** : quelles que soient nos convictions, un engagement n'est **durable et soutenable** que s'il apporte quelque chose aux deux parties. ■



©freepik

Give a day, une plateforme pour faire matcher les **bonnes volontés**

Lancée en Flandre en 2016, la plateforme Giveaday.be existe en Belgique francophone depuis 2018. À l'heure actuelle, 70.000 bénévoles s'y sont inscrits, le tiers sont des francophones. Comment ça marche ? « Give a day est une plateforme de matching, explique son coordinateur Mathieu Jacobs. Il existe deux façons de provoquer un matching entre des associations cherchant des bénévoles et des bénévoles désirant s'impliquer dans le volontariat. De manière active : un bénévole se rend sur la plateforme, crée un profil et se met à la recherche des annonces qui l'intéressent et y postule directement. Mais on peut aussi matcher de manière passive. Les bénévoles remplissent trois critères : leur région, leurs centres d'intérêt et leurs compétences. S'ils rejoignent une

annonce déposée par une école, leur profil est proposé à celle-ci qui est alors libre de prendre contact avec cette personne. »

Le SeGEC est entré dans la danse voici quelques mois. Le Covid n'a évidemment pas simplifié le recrutement de bénévoles dans cet intervalle. Pourtant, à ce jour, 166 établissements ont activé leur compte, 35 annonces ont été publiées. Une trentaine de matchs ont déjà eu lieu. À chaque école, ensuite, de rencontrer les candidats.

Tissu associatif local

Stéfan Crelot, accompagnateur des PO dans le diocèse de Tournai, ne manque pas d'idées pour, comme il le dit, « créer du réseau ». Une plateforme, aussi efficace soit-elle, ne peut être l'unique porte d'entrée. Dans le Hainaut, il organise par exemple régulièrement des soirées de recrutement pour intéresser des bénévoles à l'implication dans une école. Au-delà, il veut encourager les PO à quitter leur zone de confort. « Sur Give a day, on peut très rapidement pointer les autres acteurs du secteur associatif de son entité. À quelques mètres de l'école, on peut trouver un centre culturel ou d'autres acteurs. J'invite les écoles à prendre contact avec eux : non seulement, on peut travailler avec les mêmes bénévoles mais on peut aussi inviter ces associations à être membres du PO de l'école au titre de personnes morales car, finalement, on travaille sur le même terrain social et géographique. En fait, l'école est peut-être la première 'cliente' du centre culturel, cela fait sens. » Une idée appelée à faire des émules. ■



« C'est la débrouille permanente »

« Le bénévolat n'existe tout simplement plus », lâche Régine Dessart, la directrice de l'école Don Bosco à Saint-Georges-sur-Meuse. « Trouver des gens pour une heure de surveillance du midi, cela coupe toute leur journée ! Alors, on couple à d'autres tâches : nos techniciennes de surface font de la surveillance pour compléter leur horaire. » La présidente du PO, Anne-Marie Lamberts, ne dit pas autre chose : « C'est beaucoup de bricolage. On a une dame qui habite à 500 mètres et a un mi-temps payé par la commune pour l'accueil extrascolaire, nos deux techniciennes qui surveillent et deux personnes payées avec des chèques ALE. À un moment, nous avons eu des offres de demandeurs d'asile : je n'ai rien contre mais ils devaient venir de Liège en bus. Une heure et demie de trajet dans chaque sens pour venir surveiller une heure et demie pour un salaire dérisoire, cela n'a aucun sens. »

Olivier Biset, directeur depuis 2013 de l'école Sainte-Marguerite à Bouge (Namur), occupe, lui aussi, une grande partie de son peu de temps disponible à résoudre ces problèmes d'intendance : « C'est clairement une des plus grosses difficultés et des plus grandes préoccupations pour les directions. Avec le Covid, on remarque que moins d'élèves arrivent très tôt ou restent très tard à la garderie mais, dans les faits, nous avons une ouverture quotidienne de 12 heures, parfois jusque 18h45. Trouver des gens pour cela est devenu quasi impossible : il y a une pénurie d'ALE et d'Article 60. Ce sont de plus des gens sans contrat qui peuvent vous claquer entre les doigts 5 minutes avant. On travaille donc plus sur une base de volontariat via des circulaires aux parents, Facebook, on a donc du coup des pensionnés pour faire l'étude. C'est la débrouille et c'est de plus en plus compliqué. On pourrait comme certaines écoles déléguer cela à des ASBL comme Promoport voire à la commune mais on est tiraillés parce que les garderies, c'est une des rares choses qui rapportent un peu d'argent aux écoles. »

Entre autres choses, la pandémie a également eu de l'impact sur ces activités. « J'avais coutume d'appeler nos bénévoles le 'club des pensionnées', des dames qui venaient par exemple faire des crêpes au carnaval mais, avec le Covid, cela n'a plus été possible », poursuit Anne-Marie Lamberts. « Nous avons aussi suspendu les repas chauds à cause du Covid et, finalement, nous avons décidé de totalement supprimer ces repas : c'était un investissement bénévole énorme en temps en termes de comptabilité, de surveillance, de vaisselle, pour, à l'arrivée, voir un enfant sur deux ne pas manger son repas ! » ■



Un nouveau logo grâce au bénévolat !

À deux reprises ces derniers mois, Colette Piret, présidente du PO de l'école Sainte-Marie à Jambes, a déposé une annonce sur la plateforme Give a day. L'école voulait créer un nouveau logo. Graphiste professionnel, Matt Thémans a immédiatement répondu. « Je travaille à temps partiel », explique-t-il, « et il m'arrive d'avoir des plages de disponibilité. Je cherche alors comment mettre bénévolement mes activités de design et de développement visuel au profit de 'clients' qui n'ont pas les moyens de s'offrir les services d'un professionnel. C'est pourquoi je me renseigne pour être sûr qu'il ne s'agit pas d'une PME déguisée qui n'a pas envie de payer pour un service. Dans le cas d'une école, il n'y a pas beaucoup de doutes mais ce sont la réactivité des auteurs de l'annonce et la qualité des informations qu'ils me donnent pour réaliser le travail qui sont des arguments décisifs pour accepter la tâche. Après tout, un tel logo, ce n'est pour moi que 4 heures de travail, à l'issue duquel je fais deux propositions au 'client' et lui cède les droits une fois le projet accepté. » Le logo a été unanimement apprécié par le CA de l'école qui a décidé de l'adopter. Pour Colette Piret, c'est à la fois une « belle économie pour l'école et une façon de réinventer notre communication. »

Matt Thémans est d'autant plus sensible à la problématique qu'il a lui-même créé une plateforme de bénévolat destinée aux institutions protestantes du monde francophone, Engagés pour Dieu : « Nombre de personnes ont envie de s'engager mais sont rapidement démotivées parce qu'on ne leur répond pas, parce que les annonces sont anciennes, imprécises, mal formulées. C'est pourquoi j'ai voulu faciliter le contact entre bénévoles et organismes chrétiens. Nous avons commencé dans le monde protestant parce que c'est de là que je viens mais, à terme, notre idée est d'en faire une plateforme commune à tous les chrétiens. »

Dans le deuxième cas, il s'agissait de repeindre les motifs (marelle, escargots...) peints dans la cour de récréation. Danielle Liégeois n'a pas hésité non plus : « Je suis graphiste, j'ai travaillé dans le secteur de la peinture et, comme je passais à temps partiel, j'ai cherché sur internet des activités de bénévolat à faire. Je suis tombée par hasard sur cette plateforme et j'ai cherché comment aider des écoles pas trop loin de chez moi et sans m'engager sur une longue période. Je ne me vois pas prendre des enfants en charge mais j'ai vraiment envie de rendre des services à des écoles de manière ponctuelle parce que c'est notre avenir et que j'aime cet environnement. Bon, finalement, mon apport a été assez limité aux aspects techniques car, entre-temps, les parents ont eux-mêmes pris les pinceaux. Mais je ne demande qu'à aider comme je le faisais régulièrement en créant des costumes ou des maquillages quand mes propres enfants étaient en âge scolaire. » ■

Des PO professionnels mais bénévoles

À 75 ans, Thierry Hulhoven, est membre de... 7 pouvoirs organisateurs (école y compris spécialisée, promotion sociale, centre PMS...). « Et encore, en raison de la crise sanitaire, j'ai renoncé à deux autres. » Il occupe la présidence de 3 PO à Bruxelles et Chimay et est membre de 4 autres à Bruxelles, Louvain-la-Neuve et Beaumont. « En réalité, je suis entré dans tous ces CA comme inspecteur diocésain. Au départ, c'étaient des mandats institutionnels devenus personnels. J'ai beau annoncer à tous mes PO que j'arrêterai en 2023, je crois qu'ils font semblant de ne pas entendre (rires) ! Il faut avouer que la moyenne d'âge des PO reste élevée, entre 60 et 70 ans.

C'est très, très difficile d'attirer des jeunes. D'autant que je ne suis vraiment pas convaincu que ce

soit une bonne chose que des parents soient membres du PO : dès qu'il y a un problème concernant des élèves, ils redeviennent des parents et non des administrateurs. La pénurie de membres du PO n'est pas nouvelle, elle n'est pas plus importante qu'il y a 30, 40 ans mais, à l'époque, il y avait encore pas mal de prêtres dans les CA des écoles. De plus, il y a une vraie professionnalisation des compétences demandées : on demande des spécialistes de la gestion ou de l'architecture, ce que n'étaient pas les prêtres. D'ailleurs, je travaille avec une fiduciaire, c'est plus sûr. Je crois que ce sont ces responsabilités – financières, institutionnelles, disciplinaires – qui font un peu peur aux gens. »

Une analyse que confirme Nicolas Dupont, président du PO du Collège Saint-Vincent à Soignies, et qui reste un talon d'Achille au regard de la professionnalisation des tâches demandées : « Se retrouver à gérer un chantier à plusieurs millions quand on est bénévole, c'est de la folie. À certains moments, c'est un métier à temps plein et l'on fait des doubles journées. Je suis contraint d'ar-

rêter pour des questions professionnelles. Mais je le regrette car ce job, c'est tout ce que j'aime. S'il était payé, je le ferais à 100%. » Et d'ajouter : « La moitié de notre CA a annoncé son départ pour juin, certaines personnes étaient là depuis 30 ans. On a un peu paniqué mais, finalement, des parents se sont présentés qui pouvaient être trésorier ou assurer le suivi des bâtiments. »

« Quand je viens vers eux pour leur demander s'ils ont un peu de temps libre, les gens me voient arriver avec mes gros sabots », rigole Anne-Marie Lamberts, présidente du PO de Don Bosco à Saint-Georges-sur-Meuse. « Notre trésorier a 76 ans, il est quotidiennement devant son ordinateur sans prendre de vacances. Je me fixe une limite mais je me demande qui va prendre le relais ? Mon sentiment est que cela ne colle plus à la réalité d'aujourd'hui comme fonctionnement. C'est un luxe d'avoir du temps mais cela ne suffit pas ! »

Attachement à l'école

Italo Bertarini, président du PO de l'école Saint-Sébastien à Liège depuis 12 ans, voudrait lui aussi se retirer : « Je continuerai évidemment tant que je n'aurai pas trouvé de successeur. Au départ, mes deux filles étaient dans l'école mais, aujourd'hui, ce n'est plus le cas et, fatalement, j'ai un peu perdu le contact quotidien avec l'école et de l'attachement que j'ai pour elle. Or, je pense que c'est une condition indispensable pour s'investir. Entrer dans un PO est une chose, s'y investir pleinement en est une autre : il y a 36.000 tâches, c'est une vraie PME. J'en suis à mon quatrième projet PPT ! Pour moi, c'est surtout une question de temps or les gens qui s'investissent sont des gens qui, en général, travaillent déjà beaucoup par ailleurs. »

Cet attachement affectif comme argument de recrutement, Pol Latinne y croit plus que tout : « Actuellement, nous avons quatre personnes invitées au sein du PO, nous leur confions des missions en espérant les convaincre sans les décourager : nous sommes une grosse machine (6 écoles, 2.000 élèves) gérée par 7 bénévoles ! Ce sont des gens très compétents et qualifiés mais il y a toujours le problème de la disponibilité. Le point commun est qu'ils sont tous des anciens élèves », dit le secrétaire du PO de l'Institut Sainte-Begge à Andenne.

Cathy Malosto a été institutrice à l'école libre de Maurage (La Louvière) avant d'être contrainte de renoncer à sa carrière dans l'enseignement pour des raisons de santé. Dans un premier temps, son ancienne école lui a proposé de rejoindre son pouvoir organisateur. Ce qu'elle a refusé : « Mes anciennes collègues sont des amies, je pense que cela n'aurait pas été aisé d'avoir un regard neutre sur l'école dans ces conditions. »

En revanche, via Give a day, elle a répondu à la même proposition émanant d'une autre école de l'entité louviéroise, l'école du Sacré-Cœur de La Croyère et de Besonriex. « J'ai du temps, contrairement à beaucoup de gens, et s'investir dans une école est pour moi une façon de rester au contact de l'école. Toutefois, je suis un cas rare puisque j'ai été empêchée de poursuivre dans l'enseignement. Je pense que la plupart des profs qui le quittent n'ont plus envie d'en entendre parler. Je ne suis là que depuis septembre, pour deux ans, et je suis encore en phase d'observation. Je regrette un petit peu que, à l'image des directions, les pouvoirs organisateurs n'aient pas beaucoup de temps à consacrer à d'autres priorités que les aspects comptables ou liés aux bâtiments. Je voudrais vraiment mettre ma présence dans le PO à profit pour travailler sur les relations humaines au sein de l'école, entre parents, profs, élèves, membres du PO... » ■

UNE HEURE POUR MON ÉCOLE

Engagez-vous comme bénévole



INTÉRESSÉS ?

Prêts à vous engager une heure ? Par jour ? Par semaine ? Par mois ?
Nos écoles n'attendent que vous !

Retrouvez les demandes d'aide de nos écoles



SCAN

OU

Connectez-vous à l'école de votre choix



SCAN

OU

Envoyez un mail à :

PO@segec.be

